

LA LOI SUR LES BANQUES

LA PROCÉDURE ENVISAGÉE QUANT À L'ÉTUDE DES MODIFICATIONS—L'ABSENCE D'ENTENTE AVEC L'OPPOSITION QUANT AU RENVOI DU LIVRE BLANC AU COMITÉ

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Le ministre pourrait-il nous dire ce que le gouvernement prévoit faire à propos du projet de modification de la loi sur les banques, surtout qu'il n'y a pas encore eu d'entente avec l'opposition officielle pour renvoyer le Livre blanc au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques . . .

M. Baker (Grenville-Carleton): Ridicule.

M. Cafik: . . . ce qui aurait facilité la tenue d'audiences publiques sur cette importante question?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il semble que la rédaction finale du projet de modification de la loi sur les banques ne sera pas terminée à temps pour qu'il soit étudié à fonds par le Parlement avant que n'expire la loi actuelle, le 30 juin prochain.

Une voix: Est-ce la faute de l'opposition?

● (1450)

M. Macdonald (Rosedale): Nous aurions alors l'intention de présenter un bill très succinct qui prorogerait la loi actuelle sur les banques pendant six mois de façon à donner au Parlement le temps de bien examiner la question.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES DÉMARCHES AUPRÈS DE LA FRANCE AU SUJET DE LA CONSTRUCTION D'UNE INSTALLATION DE RETRAITEMENT NUCLÉAIRE POUR LE PAKISTAN

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle découle de récentes divulgations du sénateur américain William Proxmire selon lesquelles des fonctionnaires de l'ambassade du Pakistan à Washington auraient essayé d'obtenir des renseignements de John Phillips, étudiant à l'université Princeton, sur la façon de construire un engin nucléaire. Le ministre est-il au courant de cette affaire, l'a-t-il étudiée, et a-t-il fait des démarches auprès du gouvernement français qui est censé construire une installation de retraitement nucléaire pour le Pakistan?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, si j'avais le temps de lire la question, je comprendrais sans doute le rapport entre le début et la fin.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamieson: Je suis au courant de l'incident dont parle le député parce que j'ai vu le reportage à la télévision, mais je n'y ai pas saisi de rapport direct avec le Pakistan. Mais comme nous avons maintenant mis fin à toute aide nucléaire au Pakistan, je ne suis pas certain de ce que je pourrais faire, mais je serai heureux de me renseigner.

Questions orales

M. Beatty: Je veux bien m'expliquer plus lentement. Comme des fonctionnaires pakistanais ont confirmé qu'ils avaient approché M. Phillips pour essayer d'obtenir des renseignements sur la façon de construire des engins nucléaires, le ministre est-il disposé à présenter directement des instances au gouvernement de la France pour dissuader ce pays de construire pour le Pakistan une installation de retraitement qui utiliserait les déchets nucléaires provenant des réacteurs CANDU?

M. Jamieson: Oui, maintenant je comprends le rapport.

Des voix: Bravo!

M. Jamieson: Je serai heureux de présenter de nouveau des instances à la France comme nous l'avons fait à maintes reprises par le passé, mais je ne pense pas que les diplomates français seraient impressionnés si je leur disais que nous voudrions arrêter le processus à cause de l'incident dont a parlé le député. Nous l'avons fait sur une base beaucoup plus vaste et générale et nous continuerons de le faire.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AVION À RÉACTION LEARSTAR PROJETÉ PAR CANADAIR—
L'AMPLEUR DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL—LA
DÉCLARATION DU MINISTRE

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le 18 octobre 1976, le ministre a dit à la Chambre que Canadair n'avait pas besoin d'aide financière pour construire le Learstar 600, avion à réaction pour hommes d'affaires. Le ministre peut-il confirmer que, jusqu'à présent, le gouvernement a versé 38 millions pour acheter Canadair, qu'il a garanti un prêt de 50 millions pour la mise en route du projet du Learstar 600, et qu'il finance maintenant l'achat de 25 avions par la Federal Express Corporation, de sorte qu'il se trouve en fait dans une situation étrange, en ce qu'il assure tous les fonds à la fois du vendeur et du client?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, je pense que l'honorable député prend ombrage du grand succès de ce programme, parce que nous avons déjà obtenu plus de 65 commandes à ce sujet, et je voudrais faire remarquer à l'honorable député que le 18 octobre dernier, il a dit qu'il s'agissait là d'un programme stupide. Pour un grand programme stupide, je trouve que nous avons eu pas mal de succès.

[Traduction]

M. McKinnon: J'ai une autre question à poser au même ministre. Le 10 février, comme en fait foi la page 2934 du hansard, le ministre a déclaré ce qui suit:

Je me souviens avoir répondu aux questions qu'on me posait à la Chambre que les chances étaient assez bonnes et qu'à mon avis, nous pouvions fort bien en vendre 25, 26 ou 27.

Il terminait en souhaitant que l'opposition ouvre les yeux de temps à autre.